

Dubai Ports World: Les dockers accusent le ministère des Transports de chantage

Alger

Posté par: Touareg

Publiée le : 4/9/2010 14:11:49

Les représentants des travailleurs de Dubai Ports World (DPW) qui viennent de signer enfin le PV de la réunion du 24 août, au cours de laquelle a été décidée une augmentation salariale de 22%, après l'avoir refusée dans un premier temps, accusent le ministère des Transports de chantage.

Selon une source syndicale, le ministère des Transports a menacé de licencier 250 travailleurs de DPW pour les remplacer par d'autres travailleurs de l'Epal. Chronologie des événements : mardi 24 août. Le président de la Fédération des travailleurs des ports, Driss Benbrik, appelle la direction de DPW à une réunion en vue de trouver une issue à la situation de marasme que vit le port d'Alger depuis plus de deux mois.

Réunion à laquelle sont également conviés, entre autres, le secrétaire général de la fédération des transports de l'UGTA, Rachid Ali, mais aussi celui de la section syndicale de DPW, Hamid Kaloun, et un autre membre syndical, Abdeslam Cherifi. DPW étant représenté par Tarik Khroufi. Si la direction a consenti une augmentation salariale de 22% elle «impose» toutefois un régime de travail permanent avec le système de 3x8 et une réduction du nombre de travailleurs par équipe de 8 à 6.

«C'est sur ces points que nous ne sommes pas mis d'accord», explique notre source qui déclare que les représentants du syndicat de DPW ont refusé de parapher le PV de réunion. «Nous sommes les seuls à avoir refusé», précise notre source indiquant que cela est contraire à la loi.

Samedi 28 août. Les représentants des 750 travailleurs de DPW ont été informés des «agissements vils de DPW», raconte la même voix, «qui a alerté les pouvoirs publics, notamment le ministère des Transports, via un constat d'huissier dans lequel il est fait état d'une grève non déclarée des travailleurs».

L'intervention du ministère ne s'est pas fait attendre. Selon la même source, le ministre des Transports a instruit le remplacement de 250 travailleurs de DPW si jamais le rythme de travail reste en l'état «et si nous n'acceptons pas de signer le PV», par d'autres travailleurs journaliers activant sous la bannière de l'Epal.

Que veut l'UGTA ?

Dimanche 30 août. Les représentants des 750 travailleurs de DPW ont fini par avaliser le procès-verbal de la réunion du 24 août en présence d'un délégué du ministère, «car nous ne voulions pas que 250 travailleurs se retrouvent à la rue à la veille de l'Aïd El Fitr», explique notre interlocuteur qui accuse et la direction de DPW et les pouvoirs publics de «chantage».

«C'est du chantage pur et simple qui ne va pas pour autant entamer notre détermination à arracher d'autres droits», ajoute le syndicaliste qui se dit toutefois satisfait des 22% d'augmentation avec effet rétroactif à partir de janvier 2010, acquises après de longs mois de lutte. Le même interlocuteur s'en

prend également à l'UGTA à laquelle est affiliée la section syndicale de DPW.

«Nous avons signé sous la contrainte, sans avertir la centrale syndicale, ce qui a mis son patron, Sidi Saïd, hors de lui, dans la mesure où il a été informé par Amar Tou»,

explique la même voix. «Une fois l'augmentation de 22% acquise, Sidi Saïd qui ne s'est jamais soucié de notre situation s'est rendu lundi au ministère pour, soi-disant, essayer de trouver une solution à nos problèmes», note-t-elle, non sans faire remarquer que la centrale veut «prétendre avoir réglé, seule, le problème du port».

«Si l'UGTA refuse de nous soutenir, nous allons créer notre propre syndicat», menace dans la foulée notre interlocuteur. Il affirme également que la lutte syndicale dans laquelle les travailleurs se sont engagés a abouti au versement des bénéfiques au titre de l'année 2009, à raison de 25 000 DA par travailleur.

La situation au port reste toutefois tendue même si le rythme de travail commence à reprendre. Les travailleurs qui ont décidé d'annuler le recours à la grève après l'augmentation de salaire consentie promettent d'autres luttes. Le feuilleton risque de rebondir à tout moment.

source: Le temps d'algerie